

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21655 - 80ÈME ANNÉE

Politique de l'emploi à La Réunion : comment développer le pays en se contentant de gérer la pénurie d'emplois ?

Quels moyens pour revenir vers le plein-emploi à La Réunion ?

Ce 24 septembre, la directrice adjointe de France Travail à La Réunion était invitée à répondre aux questions des téléspectateurs du journal télévisé de la mi-journée de Réunion Première. Ce fut l'occasion d'évoquer les moyens pour gérer la pénurie d'emplois à La Réunion. Les mesures évoquées ne laissent guère d'espoir pour un retour au plein-emploi dans notre pays. L'objectif est d'acheter la paix sociale par la gestion de la pénurie d'emploi, plutôt que de développer le pays pour retrouver le plein-emploi à La Réunion.

Au moment de la décolonisation en droit de La Réunion en 1946, notre île était dans une situation de plein-emploi. De la sortie de la guerre jusqu'à la fin des années 1960, c'était la norme. Agriculture et industrie fournissaient de nombreux emplois. L'augmentation de la population a été alors utilisée uniquement dans l'intérêt de l'ancienne puissance coloniale. Chaque année, des milliers de jeunes bénéficiaient d'un aller simple pour la France, afin qu'ils contribuent à l'enrichissement de ce pays. Ce furent autant de forces vives enlevées à La Réunion.

25 % de chômage depuis 1975

La mutation de la société de plantation à la société de services fut rapide. Elle se traduit par une importante casse sociale. Compétent en matière d'emploi, l'État n'a pas accompagné la création de nouveaux leviers de croissance. Le secteur du BTP n'a pas compensé la quasi-disparition de l'industrie. Cela a maintenu le rapport colonial à La Réunion, territoire d'exportation pour les entreprises françaises, source de matières premières pour l'industrie de ce pays. En volume, le sucre reste toujours la principale exportation, comme à l'époque coloniale. Augmentation de la population, exil de la jeunesse et absence de nouvelle industrie ont généré une pénurie



d'emplois. Déjà en 1975, une étude du Conseil général indiquait que 25 % des Réunionnais en âge de travailler étaient dans une situation de chômage total ou partiel. Cette proportion n'a que peu varié au cours de ces 50 dernières années. Pour les pouvoirs publics, il s'agit de gérer au mieux cette pénurie, en veillant au maintien de la paix sociale.

Gestion de la pénurie

Cela se traduit dans les actions menées notamment par France Travail, décrites par la directrice adjointe de la structure à La Réunion, lors de son passage au journal télévisé de la mi-journée de Réunion Première.

Il a en effet été beaucoup question d'immersion professionnelle, de salons de l'orientation et de la formation, de job dating — brèves rencontres entre des employeurs et des dizaines de candidats pour un

poste. Tout cela est bien loin d'un vaste plan de relance de l'économie avec des objectifs chiffrés et un plan de formation ad-hoc.

Dans l'économie mondialisée actuelle, des pays arrivent à progresser sur la voie du plein-emploi tout en garantissant des revenus suffisants à leur population. Mais ils ne sont pas une source d'inspiration pour les autorités responsables de l'emploi à La Réunion.

Toutes les actions proposées dans notre pays visent à redonner l'espoir d'avoir ou de retrouver un emploi, mais elles n'offrent aucune garantie. Le seul chiffre cité fut celui de l'immersion professionnelle : 70 % des bénéficiaires retrouvent un jour un emploi. Mais combien de bénéficiaires et l'emploi au bout de combien de temps restent des nombres mystères.

tion, le principal objectif reste d'acheter la paix sociale à La Réunion. La priorité est d'empêcher la révolte d'un peuple contre un système qui condamne la moitié de la population au chômage et à des emplois précaires. Puisque le développement n'est pas la voie privilégiée pour régler ce problème, alors la priorité est mise sur la gestion de la pénurie. Il faut s'accommoder de 180 000 demandeurs d'emploi pour une population totale de 850 000 habitants. Le cadre actuel ne permet pas d'aller vers une tendance à la baisse, c'est ce que rappelle la multitude de lois-programmes qui se sont succédé depuis les années 1960.

Si Paris était capable d'améliorer la situation, comment explique que cette succession de lois a conduit à la situation actuelle ?

M.M.

Acheter la paix sociale

En s'appuyant sur un système d'aides et de subven-

« Bondyë ké ou lé d'bonèr é k 'ou na d'bonèr ! » In kozman pou la route

Médam zé méssyé, la sossyété koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir ki oi lo masson.

Mézami mi rapèl kozman-la pars sirman sé in zé d'mo rante bonèr é bonèr. É mi rapèl in madam la di sa in travayèr la komine téi pran son travaye troizèr passé. I fo dir ossi sé in moune anboshé apré zélékssion donk in kalité d'moune na pwin lo mèm zobligassion ké lé zot.

Anfin la pa pou kass ti boi mé sinploman pou rapèl in bon mo mwin la antann par azar. Mé i koz souvan konmsa shé nou.

Alé ! Mi kite azot rofléshir ou p amé ni rotrov pli d'van, sipétadyé.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

2 millions d'euros pour la modernisation et le fonctionnement du refuge du Grand Prado

La CINOR investit pour la lutte contre l'errance animale

Ce 24 septembre, la CINOR et la Société protectrice des animaux, SPA, tenaient une conférence de presse pour présenter plusieurs mesures contre l'errance animale. Il a été notamment question de la modernisation du refuge du Grand Prado.

L'errance animale est un grand problème à La Réunion. De nombreux animaux n'ont pas de propriétaires et ont des difficultés à trouver de la nourriture. Ils errent dans les rues jours et nuits. Ceci peut provoquer des accidents. Chaque jour, des animaux sont écrasés par les véhicules. Des piétons peuvent risquer d'être attaqués par des chiens agressifs.

La lutte contre l'errance animale est une compétence relevant de la communauté d'agglomération. La CINOR a présenté hier des mesures contre ce phénomène.

Maurice Gironcel, président de la CINOR, a rappelé que l'errance animale coûtait près de 300 000 euros par an à la collectivité. Il s'agit notamment de la collecte des cadavres des animaux tués par une voiture ou un camion. Il a expliqué que la CINOR investissait également 200 000 euros par an pour la stérilisation des animaux de compagnie. C'est la première mesure

à prendre pour limiter les naissances et donc le nombre d'animaux abandonnés errants.

Lors de cette conférence de presse, Maurice Gironcel a également annoncé un million d'euros d'investissements pour le refuge intercommunal du Grand Prado.

Un million d'euros supplémentaires seront affectés à son fonctionnement. Les capacités d'accueil et le bien être animal seront améliorés. Ceci vise à favoriser les adoptions d'animaux abandonnés par des êtres humains incapables de s'en occuper.

Le refuge intercommunal du Grand Prado accueillera notamment un espace pédagogique. La Société protectrice des animaux cherche à sensibiliser en premier lieu les plus jeunes. Ce sont les adultes de demain et ce seront eux qui prendront la responsabilité d'adopter un animal avec toutes les charges que cela implique.

Les jeunes enfants sont également une des raisons des adoptions. Mais il faut qu'ils sachent qu'un animal n'est pas un bien de consommation que l'on peut ensuite abandonner.

La SPA veut conscientiser dès le plus jeune âge pour aller vers la fin de l'errance animale à La Réunion.

Outre le président de la CINOR et la SPA, Éricka Ba-reigts, maire de Saint-Denis, participait aussi à cette conférence de presse.

Avec le Club Nautique Portoïis

Demakot la Mer : World Cleanup Day sur mer

Le samedi 21 septembre 2024, le Club Nautique Portoïis a organisé une journée d'action éco-citoyenne intitulée « Demakot la Mer », dans le cadre du World Cleanup Day 2024.

Bilan de la journée : 9 bateaux et 60 participants. Pour environ 10 kg de déchets récupérés en mer.

En raison de la houle, les jeunes navigateurs du Club Nautique de Saint-Paul (CNSP) n'ont pas pu sortir en catamaran.

Ils ont néanmoins contribué à l'opération en net-

toyant les alentours du club, avec un bilan de 1 kg de déchets collectés sur la plage et autour du CNSP.

Le Club Nautique Portoïis tient à remercier chaleureusement ses partenaires, Cap Bourbon, Tropical Factory, et Runshark, pour leurs "lots récompenses" qui ont contribué à la réussite de cette journée.

L'opération « Demakot La Mer » a permis de sensibiliser les participants à l'importance de la protection de nos océans tout en agissant concrètement pour un environnement plus propre.

Oté

Kèl kalité l'ord sa ? A rétablir par bann zènmi lo valèr républikène...

Mézami, La Franss néna in gouvèrnman. Pètète in pé sar kontan dsa, mé pou mon par mi réjouï amwin ké lo péi la done amwin in karte d'idantité konm franssé dsi papyé néna dé shoz myé k'son gouvèrnman konm par égzanpe do vin avèk fromaz... An touléka si néna in miniss pou rolèv in pé lo famé gouvèrnman mi panss la pa lo miniss lintèryèr k'i dovré tourn sète foi son lang dann son boush apré pou li kozé.

Mi di sa pars wala koué li di : Li di li néna in program dann troi pwin. Lo promyé sé « rétablir l'orde ». Lo dézyèm sé « rétablir l'orde ». Lo troizyèm sé « rétablir l'orde ». Lé kante mèm bizar in miniss i di kékshoz konmsa osinonsa li la pankor rande ali konte toute lo dézorde i pé an avoir dann in péi konm La franss... Mwin noré émé li ésplike anou kossa i lé l'orde pou li.

Mi koné pa son filozofi mé mi propoz ali in manyèr sèrn lo problèm pou myé fé konprann ali-Manyèr mi oi ali, son l'orde lé pa républikin pars La Républik néna son bann valèr ni koné bien i apèl la liberté, l'égalité épi la fraternité. Romarke anou bien la droite néna konm abitide manyé son valèr natirèl mi pé apèl l'ipokrizi.

Si la liberté lé pou toulmoune sof sak lé pov, sak lé oblijé kite son péi, sak i ariv pa trouv in travaye normal. Si la liberté d'rolijyon lé pou toulmoune sof sak lé pa krétien, Si l'égalité i konssèrn arienk bann rish é pa ditou bann migran... Si la fraternité sé in vilin défo, in mo a prononssé lo né boushé. E si aprés l'orde an késtyon ké lé pa l'orde républikin lé dann danjé é i doizète rétabli par bann zènmi l'orde républikin i fo pa nou lé étoné antann kalité kozman konm sak i sorte dan la boush miniss lintèryèr.

La franss la gingn an éritaz — pa l'amour konm i di dann la shanson — mé la ène épi toute mové santiman lé kolé avèk. Ni pé z'ète sirésèrtin so gouvèrnman d'droite lé riskab amen bann franssé dirèk dann bra Lepen... Dirèktoman dann l'ord lo minis lintèryèr ké lé pa l'ord républikin.

A bon antandèr salu !

Justin